

MUTATION :



La DGFIP dans le brouillard La DDFIP 40 pédale dans la semoule

Notre compte rendu de la CAP du 01/07/2011

Ces CAP de mutation pour le mouvement du 1^{er} septembre démarrent plutôt mal : un brouillard profond est tombé sur les Landes. Les informations communiquées aux organisations syndicales pour préparer cette CAP sont succinctes pour ne pas dire quasi inexistantes, notre administration locale reconnaissant elle même pédaler dans la semoule pour organiser son mouvement. Les propositions ont été formulées quelques minutes avant le début de la CAP, à décharge de la direction le mouvement complémentaire a été publié la veille.

Ce mouvement de mutation intègre le maximum d'agent de façon à leur faire bénéficier de l'ancienneté de la demande avant l'application des nouvelles règles de gestion qui imposeront l'ancienneté administrative.

Les organisations syndicales attirent l'attention sur les réelles souffrances imposées à tous les agents du département. L'administration ne nie pas cette situation, Monsieur Parini, Directeur Général, a déclaré n'être "ni sourd ni aveugle". La pression due aux indicateurs sera allégée, dorénavant il nous faudra aller à l'essentiel (!), il faudra prioriser. La CGT demande des précisions sur la nature des allègements apportés aux services.

La direction nous cite en exemple le recouvrement des produits locaux. nous rappelle que le secteur dépense des collectivités locales sera allégé par la mise en place du CHD. les poursuites sur les produits locaux seront confié aux huissiers privés (abandon de mission, privatisation sont les mamelles de la DGFIP).

La CGT attire l'attention de la direction sur le SIP de Mont de Marsan qui de 4 emplois à sa création est passé à 3 (2,6 emplois effectifs). Si les agents s'en sont rendus compte la hiérarchie un peu moins.... La direction pour la filière fiscale nous assure que l'aide du PRS devraient soulager le recouvrement de l'impôt pour les cotes difficiles.

Pour le département le mouvement est de 8 arrivées et 1 départ :

Mouvement normal 2 B 4 C / Mouvement complémentaire 2 B et un départ

Cela ne couvre pas toutes les vacances d'emplois, ni les nécessités dans nos postes comptables et services mais enfin une légère embellie dans notre ciel gris d'agents des finances publiques est toujours bonne à prendre.

Nom Prénom	Départ	Arrivée	Cadre	Nomination au
M. SAUGNAC Patrick	Castets	ERD	C	01/09/2011
Mme MOREL Christine	Parentis en Born	Mimizan	C	01/09/2011
Mme EL MAZANI Nadia	Externe	DDFIP 40 Dulamon	C	01/09/2011 (chorus def)
M. DE FILPO Pascal	Externe	T. ROQUEFORT	C	01/09/2011
Mme CORREIA-CHERIFI	Externe	T.MdM DAGAS	C	01/09/2011
Mme DUCOURNAU Laure	Externe	DDFIP 40 Dulamon	C	01/09/2011 (depense)
Mme ARTIGOLE Bernadette	DDFIP 40 Dulamon	PAIERIE DEPT	B	01/09/2011
Mme LOEUIL-MULLER	T MdM Agglo	T. GEAUNE	B	01/09/2011
Mme EGIOLE	T.MdM Dagas	DDFIP 40 Dagas	B	01/09/2011
M. GOGÉON Gérard	T.MdM Dagas	T. MdM Agglo	B	01/09/2011
M. ARRIZCORETTA. Alain	T MdM Agglo	T.MdM Dagas	B	01/09/2011
M. BAILLET Jean-Claude	T.GRENADE/ADOUR	T. ST VT de TYROS	B	Septembre 2011
Mme DUPLANTIER Martine	ERR MdM	T. MdM Agglo	B	01/09/2011
M.BLETON Patrick	Externe	DDFIP 40 Dulamon	B	01/09/2011 (prod divers)
M.DERVILLE Christophe	Externe	T .SABRES	B	01/09/2011
M.WANESSE Didier	Externe	T. HAGETMAU	B	01/09/2011
M. ARGUELLO Daniel	Externe	T. GRENADE	B	01/09/2011

La direction locale non sans humour, a reconnu que les emplois fléchés par la direction générales pour CHORUS Défonce (défense) était une notion Lando Landaise, dont acte. Cette CAP renforce encore le dispositif Chorus, malgré cela nos collègues ne pourront répondre au coup de feu de fin d'année sans le renfort de l'équipe de remplacement.

Pour la direction générale, l'abandon de la notion d'ancienneté de la demande au profit de l'ancienneté administrative ne devrait pas désavantager les agents. A voir.....

Vote sur le mouvement C :

Parité administrative Pour (chaque représentant a levé la main pour marquer son approbation)
Parité syndicale : CFTD pour
CGT et FO abstention.

Vote mouvement B :

Parité administrative : Pour
Parité syndicale : Abstention à l'unanimité

La CGT reconnaît l'effort fait par la direction 15 arrivées dans le département pour les deux mouvement de mutation 1er avril et 1er septembre. Cependant il reste trop de vacances d'emplois (Geaune Grenade, Mimizan , Mont de Marsan Agglo, la DDFIP 40 etc....). Les effectifs sont insuffisants et la détérioration des conditions de travail se poursuit.

Nous souhaitons une bonne et longue retraite à Mme MICHON de PEYHORADE , Mme PROCQUEZ de GEAUNE, Mme LE FUR d' HAGETMAU, Mme GOURDON de la DDFIP, Mme SICOT de SOUSTONS, Mme DENIS de Dax Agglo et Mme DEMOL de Morcenx.

Vos élus en CAP

En B LASSALLE Néré et Michel
En C MOREL Christine et PANERI Armel

Conditions de vie au travail :

plus qu'une prise de conscience, la direction désormais doit passer aux actes !

En réponse à la déclaration de la CGT au CTPC du 28 juin 2011, la direction générale a affirmé qu'elle prenait la situation au sein de la DGFIP très au sérieux. Les conditions de vie au travail sont bien un souci constant qu'elle entend prendre en compte en associant tous les acteurs de la chaîne de la prévention. Elle a rappelé que compte-tenu de l'importance qu'elle attachait à la question, c'est donc le directeur général qui présiderait le prochain Comité National des conditions de vie au travail programmé le 5 juillet prochain. Mais au-delà des belles intentions, aucune réponse concrète et aucune annonce pour inverser les logiques mises en œuvre et dénoncées par la CGT...

Certes, la direction n'est pas dans le déni des réalités actuelles mais elle n'apporte aucune solution à l'origine des causes rappelées par la CGT se contentant de faire référence au travail effectué dans les groupes de travail Conditions de vie au Travail.

Pour la CGT, si ces groupes ont le mérite d'exister, ils doivent prendre une autre dimension et intervenir sur les logiques qui conduisent à la souffrance au travail (suppression d'emploi, réorganisation et fermetures de services, organisation du travail, pressions hiérarchiques, management, notation, introduction de rémunération au mérite ...). Il faut donc un plan d'action fort et déterminant de la direction générale pour endiguer une réalité de plus en plus difficile, qui conduit aujourd'hui un nombre croissant d'agents à des actes dramatiques de tentatives de suicides ou de suicides.

Mais les prévisions ou annonces actuelles de la DGFIP ne vont pas en ce sens. La DGFIP se devant d'être exemplaire, a en effet déjà annoncé que, pour 2012, les suppressions d'emplois se poursuivront sur le même rythme (entre 2400 et 2500 suppressions pour 2012).

Pour la CGT, l'absence de réponse et la poursuite intolérable des suppressions d'emplois n'augurent rien de bon pour les agents. Pour la CGT Finances publiques, ce sont bien les choix de la direction s'ils sont maintenus en l'état qui sont susceptibles de fragiliser tous les agents de la DGFIP, toutes catégories confondues. Il faut donc maintenant que la direction passe aux actes concrets, agisse sur les causes et cesse de se concentrer uniquement sur la gestion des conséquences du stress au travail.

La CGT entend à la fois poursuivre sa démarche syndicale auprès des personnels et à la fois, investir pleinement dans ce comité de suivi du 5 juillet, qui doit permettre de prendre un nouveau cap pour que les revendications des personnels soient respectées, écoutées et entendues.

Montreuil, le 1er juillet 2011